Versement
1696 W 1-191

Identification :

Intitulé/ Analyse : Reliquat d'archives du Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine

Dates extrêmes : 1959-2002

Importance matérielle : 13,10 m.l.

Contexte

Service producteur : Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine

Service versant : Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine

N° d'entrée du versement : 56099 et 56100

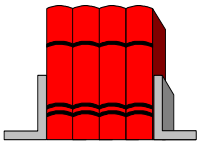
Date d'entrée du versement : 13/05/2009

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiat.
Fin communicabilité : 1er janvier 2084.

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 25 septembre 2017



Présentation

Présentation du service producteur

La compétence du Tribunal d'Instance revêt un caractère plus administratif que judiciaire. Proche et accessible, le tribunal d'instance traite la plupart des petits litiges civils de la vie quotidienne. Ce tribunal juge toutes les affaires civiles pour lesquelles la demande porte sur des sommes comprises entre 4 000 et 10 000 euros : litiges liés aux accidents de la circulation, conflits relatifs au paiement des charges de copropriété, dettes impayées, livraisons non conformes, travaux mal exécutés, demandes de dommages et intérêts ou de remboursement d'un produit ou d'un service. Au pénal, il prend le nom de Tribunal de Police et juge les infractions qualifiées de contraventions.
Il statue sur toute une série d'affaires, quel que soit le montant de la demande. Par exemple :

- les litiges entre propriétaires et locataires relatifs au logement d'habitation : paiement des loyers, résiliation du bail, etc.,
- les contestations en matière de funérailles ou relatives aux frais de scolarité ou d'internat,
- les litiges relatifs à l'élagage des arbres et des haies et les actions en bornage pour fixer les limites de deux propriétés,
- les contestations en matière d'élections politiques (établissement des listes électorales) et d'élections professionnelles au sein des entreprises.

Il traite également les litiges relatifs aux crédits à la consommation d'un montant inférieur ou égal à 75 000 euros (ex : crédit pour l'acquisition d'une voiture ou d'une cuisine équipée, etc.).

À ce titre, il statue sur les demandes d'ouverture d'un régime de protection :

- des mineurs (gestion et administration des biens d'un mineur, représentation du mineur pour un acte de la vie civile),
- de certains majeurs, qui ont besoin d'être assistés ou représentés pour accomplir des actes de la vie courante,
- et les demandes d'émancipation des mineurs âgés de plus de 16 ans.

Ce tribunal a compétence également pour l'établissement des actes de notoriété, des certificats de nationalité ou encore des pactes civils de solidarité (compétence du greffier).

Enfin, certains greffiers en chefs des tribunaux d'instance sont compétents pour recevoir et décider de l'enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité française hors mariage, vérifier que les conditions légales sont réunies, et délivrer les certificats de nationalité française.

Le tribunal d'instance comprend un ou plusieurs juges professionnels.

Les affaires sont toujours jugées par un seul juge d'instance qui préside les audiences et prend seul sa décision, assisté d'un greffier.

Le ministère public n'est pas nécessairement présent aux audiences, mais il y exerce ses attributions civiles : requérir l'application de la loi et veiller aux intérêts de la société.

Créée sous Napoléon Ier, la carte judiciaire n'avait pas connu de modification substantielle depuis 1958 et ne correspondait plus à la réalité démographique, sociale et économique du pays. La réforme, engagée en 2007, s'est achevée le 31 décembre 2010 avec la fermeture de 178 tribunaux d'instance et de 17 tribunaux de grande instance (TGI). Dans l'Aube, cette réforme a conduit à la fermeture des tribunaux d'instance de Bar-sur-Seine, Bar-sur-Aube et Nogent-sur-Seine. Au 1er janvier 2010, seul demeure le tribunal d'instance de Troyes.

Composition et intérêt du fonds

Ce versement constitue le reliquat des archives du Tribunal lors de sa fermeture en 2009.

Il comporte des dossiers de tutelle établis pour des personnes majeures.

On trouve également des dossiers de procédure civile : dossiers préparatoires aux audiences et comptes rendus de jugement. Le classement est effectué à la date des audiences, entraînant une numérotation discontinue des dossiers.

On trouve enfin les dossiers de procédure pénale relatifs aux contraventions de quatrième et de cinquième classe, c'est à dire relevant du Tribunal de Police (classement à la date des audiences, numérotation discontinue).

Pour ces deux dernières catégories de dossiers, il a été pratiqué un tri selon les critères réglementaires préconisés dans la circulaire conjointe Ministère de la Culture (AD 94-9 du 12/09/1994) et Ministère de la Justice (SJ.94-003-B3 du 10/02/1994).

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

8 U 1-288 : Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine (1799-1940).

1572 W 1-151 : Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine (1953-2004).

CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des «secrets absolus» (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), les dossiers ne sont communicables qu'à l'issue d'un délai de 75 ans (100 ans pour les dossiers relatifs aux mineurs).

Plan de classement

N° Articles	*Description*	*Dates extrêmes*
1-41	Enregistrement et contrôle.	1959-1983
42-191	Attributions civiles et pénales.	1959-2002

Dossiers du Tribunal d'Instance Bar-sur-Seine.

1696 W 1 - 41 **Enregistrement et contrôle.**
1959 - 1983

1696 W 1 Minutes.
1959 - 1962

1696 W 2 Actes déposés : contrats d'apprentissage.
1960 - 1971

1696 W 3 - 41 ***Warrants agricoles.***
1959 - 1983

1696 W 3 - 14 **Registres.**
1962 - 1969

1696 W 3 Registre 8.
1962 - 1963

1696 W 4 Registre 9.
1963 - 1964

1696 W 5 Registre 10.
1964 - 1965

1696 W 6 Registre 11.
1965 - 1966

1696 W 7 Registre 12.
1966 - 1966

1696 W 8 Registre 13.
1966 - 1966

1696 W 9 Registre 14.
1966 - 1966

1696 W 10 Registre 15.
1966 - 1967

1696 W 11 Registre 16.
1967 - 1967

1696 W 12 Registre 17.
1967 - 1967

1696 W 13 Registre 18.
1967 - 1968

1696 W 14 Registre 19.
1968 - 1969

1696 W 15 - 41 **Bordereaux d'inscription de privilège.**
1959 - 1983

1696 W 15 1959.
1959 - 1959

1696 W 16 1960.
1960 - 1960

1696 W 17 1960.
1960 - 1961

1696 W 18	1961.	1961 - 1962
1696 W 19	1962.	1962 - 1962
1696 W 20	1963.	1963 - 1964
1696 W 21	1964.	1964 - 1965
1696 W 22	1965.	1965 - 1966
1696 W 23	1966.	1966 - 1966
1696 W 24	1966.	1966 - 1966
1696 W 25	1966.	1966 - 1966
1696 W 26	1966.	1966 - 1967
1696 W 27	1967.	1967 - 1967
1696 W 28	1967.	1967 - 1967
1696 W 29	1967.	1967 - 1968
1696 W 30	1968.	1968 - 1969
1696 W 31	1969.	1969 - 1970
1696 W 32	1970;	1970 - 1970
1696 W 33	1970-1971.	1970 - 1971
1696 W 34	1972.	1972 - 1972
1696 W 35	1973-1975.	1973 - 1975
1696 W 36	1973-1975.	1973 - 1975
1696 W 37	1975-1978.	1975 - 1978
1696 W 38	1978-1979.	1978 - 1979
1696 W 39	1979-1980.	1979 - 1980

1696 W 40 1980-1982.

1980 - 1982

1696 W 41 1982-1983.

1982 - 1983

1696 W 42 - 191 **Attributions civiles et pénales.**

1959 - 2002

1696 W 42 - 62 ***Attribuations civiles.***

1959 - 1978

1696 W 42 - 61 **Minutes.**

1959 - 1978

1696 W 42 1959.

1959 - 1959

1696 W 43 1960.

1960 - 1960

1696 W 44 1961.

1961 - 1961

1696 W 45 1962.

1962 - 1962

1696 W 46 1963.

1963 - 1963

1696 W 47 1964.

1964 - 1964

1696 W 48 1965.

1965 - 1965

1696 W 49 1966.

1966 - 1966

1696 W 50 1967.

1967 - 1967

1696 W 51 1968.

1968 - 1968

1696 W 52 1969.

1969 - 1969

1696 W 53 1970.

1970 - 1970

1696 W 54 1971.

1971 - 1971

1696 W 55 1972.

1972 - 1972

1696 W 56 1973.

1973 - 1973

1696 W 57 1974.

1974 - 1974

1696 W 58 1975.

1975 - 1975

1696 W 59 1976.

1976 - 1976

1696 W 60 1977.

1977 - 1977

1696 W 61 1978.

1978 - 1978

1696 W 62 - 62 **Jugements civils.**

1960 - 1961

1696 W 62 1960-1961.

1960 - 1961

1696 W 63 - 74 ***Audiences civiles.***

1959 - 2002

1696 W 63 - 69 **Registres.**

1979 - 2002

1696 W 63 1979-1981.

1979 - 1981

1696 W 64 1982-1984.

1982 - 1984

1696 W 65 1985-1987.

1985 - 1987

1696 W 66 1988-1989.

1988 - 1989

1696 W 67 1990-1992.

1990 - 1992

1696 W 68 1993-1994.

1993 - 1994

1696 W 69 1995-1996.

1995 - 1996

1696 W 70 1997-1998.

1997 - 1998

1696 W 71 1999-2002.

1999 - 2002

1696 W 72 - 74 **Plumitifs.**

1959 - 1978

1696 W 72 1959-1961.

1959 - 1961

1696 W 73 1962-1954.

1962 - 1964

1696 W 74 1975-1978.

1975 - 1978

1696 W 75 - 75 ***Procédures civiles.***

1959 - 1977

1696 W 75 Registre d'inscription des déclarations d'accidents du travail agricoles et fôrestiers. .

1959 - 1977

1696 W 76 - 171 *Tribunal de police.*

1960 - 1998

1696 W 76 Registre des décisions déterminant les montants des amendes de composition.

1960 - 1967

1696 W 77 Procès-verbaux d'amendes.

1960 - 1968

1696 W 78 - 81 **Bordereaux d'envois des contraventions.**

1961 - 1963

1696 W 78 1961.

1961 - 1961

1696 W 79 1962 (janvier-août).

1962 - 1962

1696 W 80 1962 (septembre-décembre).

1962 - 1962

1696 W 81 1963.

1963 - 1963

1696 W 82 - 100 **Minutes.**

1959 - 1977

1696 W 82 1959.

1959 - 1959

1696 W 83 1960.

1960 - 1960

1696 W 84 1961.

1961 - 1961

1696 W 85 1962.

1962 - 1962

1696 W 86 1963.

1963 - 1963

1696 W 87 1964.

1964 - 1964

1696 W 88 1965.

1965 - 1965

1696 W 89 1966.

1966 - 1966

1696 W 90 1967.

1967 - 1967

1696 W 91 1968.

1968 - 1968

1696 W 92 1969.

1969 - 1969

1696 W 93 1970.

1970 - 1970

1696 W 94 1971.

1971 - 1971

1696 W 95 1972.

1972 - 1972

1696 W 96 1973.

1973 - 1973

1696 W 97 1974.

1974 - 1974

1696 W 98 1975.

1975 - 1975

1696 W 99 1976.

1976 - 1976

1696 W 100 1977.

1977 - 1977

1696 W 101 - 101 Plumitif.

1972 - 1986

1696 W 101 1972-1986.

1972 - 1986

1696 W 102 - 171 Audiences de 5 ème classe, dossiers de procédures : procès-verbaux d'enquêtes, notes d'audiences, citations, ordonnances, correspondance.

1988 - 1998

1696 W 102 27 mai 1988.

1988 - 1988

1696 W 103 30 septembre 1988.

1988 - 1988

1696 W 104 25 novembre 1988.

1988 - 1988

1696 W 105 27 janvier 1989.

1989 - 1989

1696 W 106 17 mars 1989.

1989 - 1989

1696 W 107 26 mai 1989.

1989 - 1989

1696 W 108 29 septembre 1989.

1989 - 1989

1696 W 109 24 novembre 1989.

1989 - 1989

1696 W 110 24 novembre 1989.

1990 - 1990

1696 W 111 26 janvier 1990.

1990 - 1990

1696 W 112 16 mars 1990.

1990 - 1990

1696 W 113 25 mai 1990.

1990 - 1990

1696 W 114 28 septembre 1990.
1990 - 1990

1696 W 115 28 septembre 1990.
1990 - 1990

1696 W 116 30 novembre 1990.
1990 - 1990

1696 W 117 30 novembre 1990.
1990 - 1990

1696 W 118 25 janvier 1991.
1991 - 1991

1696 W 119 25 janvier 1991.
1991 - 1991

1696 W 120 22 mars 1991.
1991 - 1991

1696 W 121 24 mai 1991.
1991 - 1991

1696 W 122 27 septembre 1991.
1991 - 1991

1696 W 123 27 septembre 1991.
1991 - 1991

1696 W 124 22 novembre 1991.
1991 - 1991

1696 W 125 24 janvier 1992.
1992 - 1992

1696 W 126 27 mars 1992.
1992 - 1992

1696 W 127 22 mai 1992.
1992 - 1992

1696 W 128 25 septembre 1992.
1992 - 1992

1696 W 129 25 septembre 1992.
1992 - 1992

1696 W 130 20 novembre 1992.
1992 - 1992

1696 W 131 22 janvier 1993.
1993 - 1993

1696 W 132 26 mars 1993.
1993 - 1993

1696 W 133 26 mars 1993.
1993 - 1993

1696 W 134 28 mai 1993.
1993 - 1993

1696 W 135 28 mai 1993.
1993 - 1993

1696 W 136 24 septembre 1993.
1993 - 1993

1696 W 137 26 novembre 1993.
1993 - 1993

1696 W 138 26 novembre 1993.
1993 - 1993

1696 W 139 21 janvier 1994.
1994 - 1994

1696 W 140 04 février 1994.
1994 - 1994

1696 W 141 25 mars 1994.
1994 - 1994

1696 W 142 27 mai 1994.
1994 - 1994

1696 W 143 30 septembre 1994.
1994 - 1994

1696 W 144 30 septembre 1994.
1994 - 1994

1696 W 145 30 septembre 1994.
1994 - 1994

1696 W 146 25 novembre 1994.
1994 - 1994

1696 W 147 27 janvier 1995.
1995 - 1995

1696 W 148 27 janvier 1995.
1995 - 1995

1696 W 149 24 mars 1995.
1995 - 1995

1696 W 150 24 mars 1995.
1995 - 1995

1696 W 151 19 mai 1995.
1995 - 1995

1696 W 152 29 septembre 1995.
1995 - 1995

1696 W 153 29 septembre 1995.
1995 - 1995

1696 W 154 24 novembre 1995.
1995 - 1995

1696 W 155 26 janvier 1996.
1996 - 1996

1696 W 156 26 janvier 1996.
1996 - 1996

1696 W 157 29 mars 1996.
1996 - 1996

1696 W 158 31 mai 1996.

1996 - 1996

1696 W 159 27 septembre 1996.

1996 - 1996

1696 W 160 27 septembre 1996.

1996 - 1996

1696 W 161 29 novembre 1996.

1996 - 1996

1696 W 162 31 janvier 1997.

1997 - 1997

1696 W 163 28 mars 1997 .

1997 - 1997

1696 W 164 30 mai 1997.

1997 - 1997

1696 W 165 26 septembre 1997.

1997 - 1997

1696 W 166 28 novembre 1997.

1997 - 1997

1696 W 167 30 janvier 1998.

1998 - 1998

1696 W 168 27 mars 1998.

1998 - 1998

1696 W 169 29 mai 1998.

1998 - 1998

1696 W 170 25 septembre 1998.

1998 - 1998

1696 W 171 27 novembre 1998.

1998 - 1998

1696 W 172 - 176 Tutelles.

1979 - 1983

1696 W 172 1979.

1979 - 1979

1696 W 173 1980.

1980 - 1980

1696 W 174 1981.

1981 - 1981

1696 W 175 1982.

1982 - 1982

1696 W 176 1983.

1983 - 1983

1696 W 177 - 182 Elections.

1959 - 1981

1696 W 177 1959, 1962, 1964-1965, 1967, 1969.

1959 - 1969

1696 W 178 1970-1973.

1970 - 1973

1696 W 179 1974, 1976.

1974 - 1976

1696 W 180 1977-1978.

1977 - 1978

1696 W 181 1979.

1979 - 1979

1696 W 182 1980-1981.

1980 - 1981

1696 W 183 - 185 Prud'hommes.

1959 - 1980

1696 W 183 - 184 Jugements civils.

1959 - 1980

1696 W 183 1959-1971.

1959 - 1971

1696 W 184 1982-1977.

1972 - 1977

1696 W 185 - 185 Référés, procès-verbaux.

1979 - 1980

1696 W 185 1979-1980.

1979 - 1980

1696 W 186 - 191 Injonction de payer.

1973 - 1978

1696 W 186 1973.

1973 - 1973

1696 W 187 1974.

1974 - 1974

1696 W 188 1975.

1975 - 1975

1696 W 189 1976.

1976 - 1976

1696 W 190 1977.

1977 - 1977

1696 W 191 1978.

1978 - 1978